

simple changement numérique, mais d'un changement qualitatif de la nature de la lutte menée. « Le réel problème est de trouver les formes de la démocratie prolétarienne, comités de base, d'usine, conseils ouvriers, formes par lesquelles les masses s'exprimeront, prendront et appliqueront elles-mêmes leurs propres décisions » (Où va le Parti ?)

En Mai les dirigeants du Parti ont tout fait pour empêcher la formation de tels comités, en les dénonçant souvent comme des machines de guerre contre le Parti et les syndicats, ou, dans le cas où ils cherchaient une explication plus subtile, en jouant sur « responsabilité des travailleurs » et « responsabilité des syndicats » selon la commodité du moment. Ainsi, dans le numéro de l'organe officiel de la CGT « LE PEUPLE » consacré à la grève générale de mai 68 (p.32-33), on trouve à quelques lignes d'intervalle deux explications pour le moins discordantes :

— à la question pourquoi n'appellez-vous pas à la grève générale, G. Séguy répond : « ... elle se prépare sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes, sans qu'il soit nécessaire que les directions des centrales nationales en prennent la décision. Nous préférons de beaucoup qu'elle reste sous le contrôle démocratique des travailleurs et que chacun ait à déterminer la responsabilité qui lui incombe dans une situation aussi importante ».

— à la question pourquoi n'appellez-vous pas à la fédération des comités de grève existants et à la création d'un comité national de grève, (3) Séguy répond : « les fédérations peuvent prendre elles-mêmes en charge les tâches qui leur incombent. Elles existent, elles sont structurées, elles ont leurs responsables ; et pour ce qui nous concerne, à la CGT, nous souhaitons tout simplement que, sur la base d'un tel mouvement, l'ensemble des organisations syndicales ouvrières, du bas jusqu'en haut, réalisent le front syndical commun que nous n'avons jamais cessé de préconiser ».

Donc la responsabilité de la grève générale incombe aux travailleurs dans leur ensemble, mais la responsabilité de l'organisation pratique doit être réservée aux responsables syndicaux ! Il est évident que les bureaucrates ne peuvent pas comprendre que la classe ouvrière organisée dans sa masse peut ne pas être la classe ouvrière organisée dans les structures traditionnelles dont ils ont le contrôle. Pour eux, sortir du bureaucratisme signifie sombrer dans le spontanéisme et l'aventure.

Un véritable Parti révolutionnaire n'a rien à perdre mais au contraire tout à gagner dans l'existence de véritables comités de grève regroupant tous les travailleurs en lutte auparavant syndiqués ou non, dans le but de déterminer les modalités de poursuite de la lutte. En effet, il appartient alors aux militants déjà organisés, déjà expérimentés dans les luttes, militants qui sont a priori la partie la plus consciente de la classe ouvrière, d'y apporter leur acquis pratique et théorique, d'y défendre leurs mots d'ordre afin d'y faire prévaloir leur stratégie, non par le contrôle bureaucratique de l'organisation, mais par la lutte et la discussion de chaque instant. Alors, si effectivement ces militants sont armés d'une stratégie de conquête du pouvoir et sont capables d'avancer au moment approprié une suite enchaînée d'objectifs de lutte et de moyens d'atteindre ces objectifs, alors la prise du pouvoir n'est plus le rêve de quelques uns mais la condition, apparaissant nécessaire à un grand nombre de travailleurs, de garantie des conquêtes successives de la classe ouvrière ; alors conquêtes d'avantages matériels immédiats et conquêtes politiques apparaissent indissolublement liées ; alors la « révolution » perd aux yeux des masses l'aspect d'aventure putschiste pour devenir la prise en main par la classe ouvrière elle-même de son sort et de l'organisation de la société. L'alternative : lutte strictement économique ou bien lutte politique n'existe plus, le « piège » est démonté

(3) Les « comités de grève » dont il est question ici ne sont guère pourtant que des agglomérations des dirigeants syndicaux locaux éventuellement secondés pour quelques tâches par quelques militants de « base ».

pouvait-on faire la révolution en mai 68 ?

Répetons-le, nous ne sommes pas des putschistes, et comme nous sommes convaincus que la révolution socialiste implique l'affrontement avec la bourgeoisie, et non seulement avec la bourgeoisie nationale, nous sommes convaincus qu'une bataille aussi formidable que celle-ci ne peut être livrée qu'avec la participation consciente de l'écrasante majorité de la classe ouvrière (entraînant alors ses alliés des classes moyennes). Peut-on sérieusement affirmer qu'en mai 68, il y avait, à la suite de la grève générale, un tel degré de conscience ? Là n'est pas exactement le problème : à moins d'être un spontanéiste impénitent il est fou de s'imaginer qu'un tel degré de conscience puisse être naturellement atteint, sans l'action du Parti révolutionnaire.

Qu'a fait la direction du PC : elle a spéculé consciemment sur cette immaturité politique « naturelle » des masses (Lénine disait que l'idéologie spontanée des masses était le trade-unionisme), contre les secteurs les plus en pointe. Ni par sa propagande, ni par son programme (?), elle n'a depuis des années tenté d'éduquer les masses pour une lutte anti-capitaliste. Elle a délibérément joué les secteurs les plus retardés contre les plus révolutionnaires. De ce point de vue nous n'avons pas la naïveté de croire que l'échec de mai 68 soit mécaniquement lié à la volonté traître de la direction du PC, indépendamment des possibilités objectives qu'avait cette direction pour trahir.

Il fallait faire en mai 68 « l'analyse concrète de la situation concrète ». Partir de ce que les larges masses ouvrières avaient compris, des exigences qui étaient les leurs et voir comment on pouvait faire progresser le mouvement. Il fallait pour cela disposer d'un ensemble de revendications unissant la classe et la mobilisant dans une logique qui n'était plus celle du système capitaliste. Il ne s'agissait pas de proposer tout ou rien, mais de faire comprendre à l'immense majorité de la classe ouvrière, par expérience concrète (et pas seulement par la propagande) que le pouvoir d'Etat restait l'objectif essentiel de sa lutte. Soyons plus précis au niveau politique : Nous ne faisons aucun gauchisme en affirmant qu'il était possible fin mai 68 de renverser De Gaulle. Ceci aurait peut-être signifié un certain affrontement violent, mais certainement pas le massacre dont parle, horrifiée, la direction du PC : seule une fraction de la bourgeoisie, appuyée par une partie de l'armée de métier et quelques flics (probablement une minorité) était fin mai, décidée à se battre à mort, pour sauver le Bonaparte usé. Mais bien entendu, ceci signifiait de la part du Parti un minimum de préparation politique et organisationnelle, qu'il est criminel d'attendre spontanément. Fin mai 68, De Gaulle ne s'appuyait plus sur la bourgeoisie dans son ensemble, mais sur cette pègre qui devait ses privilèges avant tout à une forme de domination particulière du grand capital : le gaullisme et qui se battait alors le dos au mur et avec le courage que donne le désespoir. La grande bourgeoisie cherchait une solution de rechange et les classes moyennes désemparées étaient dans une large mesure du côté des travailleurs.

Face à cette pègre décidée, mais politiquement isolée, il fallait avoir le courage d'employer la force. Il ne s'agissait pas d'un putsch, mais d'une action révolutionnaire largement comprise des masses. Il est évidemment impossible d'écrire l'histoire à rebours et de décrire ce qui se serait passé alors. Probablement se serait alors constitué une espèce de gouvernement à façade démocratique essayant de sauver la bourgeoisie. Mais cette fois-ci aurait existé dans le pays un réseau de Comités d'action, encouragés par leur victoire et développant leurs exigences propres. Nous n'aurions pas une « démocratie véritable », mais une dualité de pouvoir, chacun ayant un contenu de classe bien affirmé. Et c'est cette dualité de pouvoir, qui, elle, aurait préparé les conditions subjectives et objectives de la lutte pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour le socialisme. Parce que, dans ces conditions, la propagande du Parti révolutionnaire entre en résonance avec l'expérience pratique des masses : une société ne peut fonctionner suivant deux logiques, celle du Capital (le